Réponse à la consultation de la Commission européenne sur le fonctionnement des autorités européennes de supervision

ID Transparency number: 4479912317-33

Après 2008, la mise en place d'un cadre réglementaire d'après-crise était nécessaire pour préserver la stabilité financière et prévenir d'un risque systémique. L'AFTE a toujours été favorable à un tel dispositif mais a souvent souligné que plusieurs éléments du dispositif ont eu des effets non désirés sur les entreprises du secteur industriel et commercial. Lors du *call for evidence* lancé fin 2015 par la Commission européenne sur le cadre réglementaire applicable aux services financiers au sein de l'Union européenne, l'AFTE avait déjà pris position sur des axes d'amélioration du processus réglementaire.

L'AFTE partage la réponse de l'EACT à la consultation et réitère dans sa réponse les axes d'amélioration déjà évoqués dans le passé :

- **une plus grande implication, en amont, de l'ensemble des acteurs** et notamment des entreprises industrielles et commerciales ;
- une **évaluation systématique des impacts** de tout projet de réglementation sur les acteurs ;
- une **meilleure cohérence des textes**, à la fois entre eux et avec les législations étrangères comparables ;
- **des délais** de mise en œuvre réalistes, tenant compte de la complexité des obligations et de l'éventuelle nécessité d'adapter les systèmes d'information ;
- une **obligation de restitution périodique aux acteurs** des données de reporting consolidées par les régulateurs

Consciente des **défis et enjeux majeurs liés à la réglementation des activités financières**, l'AFTE restera particulièrement vigilante et mobilisée afin que soit respecté, autant que possible, l'objectif de croissance et d'emploi affiché par la Commission européenne.

L'AFTE a volontairement choisi de concentrer sa réponse sur les **questions 5,10, 12 et 26**

Contact :

Valérie Voisin - Head of technical committees

+33 1 42 81 98 41

valerie.voisin@afte.com

Responses to specific questions

Category I: Tasks and powers of the ESAs

Section A: Optimising existing tasks and powers

Part 1: Supervisory convergence

Part 2: Non-binding measures: guidelines and recommendations

Q5 To what extent are the ESAs tasks and powers in relation to guidelines and recommendations sufficiently well formulated to ensure their proper application? If there are weaknesses, how could those be addressed? Please elaborate and provide examples.

Les « guidelines and recommendations » sont des outils indispensables pour faciliter la mise en œuvre des réglementations et des standards techniques, mais certaines conditions devraient être respectées :

- Ils ne doivent pas se substituer aux directives, règlements et standards techniques mais seulement apporter un complément pour faciliter l'application des textes et assurer la convergence
- Leur nombre devrait être limité afin de ne pas ajouter un niveau supplémentaire à une réglementation complexe, qui est déjà perçue comme 1 empilement de textes de niveau 1 et de niveau 2
- La consultation des acteurs sur ces documents est indispensable
- Une approbation par la Commission européenne, le parlement et le conseil serait nécessaire avant adoption afin de valider que le contenu des guidelines et recommandations soit conforme aux textes et s'inscrive dans les pouvoirs donnés à l'autorité de supervision émettrice.

L'AFTE considère que la mise en place de ces critères aurait permis d'éviter le cas où l'autorité de supervision bancaire a outrepassé le mandat qui lui était attribué. En effet, dans sa proposition de texte « treatment of credit value adjustment risk under the supervisory review and evaluation process (SREP) », l'EBA proposait d'éliminer l'exemption accordée aux contreparties non financières pour les opérations de couverture dans le calcul de la CVA par les contreparties financières alors qu'elle avait été préalablement accordée par le législateur dans l'article 382 (4) du règlement CRR (Capital Requirements Regulation). Aucun texte de niveau 1 ne donnait de mandat à l'EBA pour remettre en cause cette exemption. A ce jour, le guideline n'a pas été adopté mais ce processus a créé une incertitude pour les entreprises non financières.

Part 3: Consumer and investor protection

Q6. What is your assessment of the current tasks and powers relating to consumer and investor protection provided for in the ESA Regulations and the role played by the ESAs and their Joint Committee in the area of consumer and investor protection? If you have identified shortcomings, please specify with concrete examples how they could be addressed.

L'AFTE est consciente de la nécessité de protéger le consommateur et défendre les investisseurs, cependant un équilibre doit être trouvé. La directive Prospectus témoigne de l'accent trop fort qui a été mis sur ce sujet et qui a conduit à limiter la taille du résumé et à hiérarchiser les risques en en limitant le nombre. L'équilibre entre trop d'information et une information trop standardisée devrait être trouvé.

Part 4: Enforcement powers – breach of EU law investigations

Part 5: International aspects of the ESAs' work

Part 6: Access to data

Q10. To what extent do you think the ESAs powers to access information have enabled them to effectively and efficiently deliver on their mandates? Please elaborate and provide examples.

L'AFTE n'a pas une connaissance précise sur les conditions d'accès des autorités aux différentes données. En raison du volume de données reportées par les entreprises, l'AFTE s'interroge sur l'usage des informations qui peut être fait par les autorités de supervision.

L'élaboration des reporting dans le cadre des réglementations EMIR et Mifid représente une lourde charge de travail pour les entreprises non financières et ont nécessité d'importants investissements financiers pour adapter les systèmes d'information. L'AFTE et les producteurs de ces informations souhaiteraient que les autorités de supervision fassent régulièrement aux acteurs de marchés des retours sur ces données. Par exemple, pour le reporting EMIR, à l'exception d'un rapport émis par l'Esma en août 2015, nos adhérents n'ont pas eu de retour sur le nombre de transactions réconciliées, ni des volumes.

Les autorités de tutelle devraient encourager la transparence et prévoir de restituer périodiquement des données aux acteurs, producteurs d'information pour les différents reporting et prouver ainsi l'utilité des analyses de ces chiffres pour contenir les risques systémiques.

Part 7: Powers in relation to reporting: Streamlining requirements and improving the framework for reporting requirements

Q12 To what extent would entrusting the ESAs with a coordination role on reporting, including periodic reviews of reporting requirements, lead to reducing and streamlining of reporting requirements?

La lourdeur et la redondance des obligations de reporting est un sujet de préoccupation pour les entreprises non financières. Même si l'objectif défendu par l'AFTE est l'abandon du double reporting EMIR, l'AFTE encourage vivement les autorités de supervision à impliquer très en amont des processus réglementaires tous les acteurs qui participent à la production d'information.

Les autorités de supervision devraient identifier les reporting qui ne sont pas utiles à la poursuite des objectifs finaux assignés et proposer leur élimination.

Part 8: Financial reporting

Section B: New powers for specific prudential tasks in relation to insurers and banks

Part 1: Approval of internal models under Solvency II

Part 2: Mitigating disagreements regarding own funds requirements for banks

Part 3: General question on prudential tasks and powers in relation to insurers and banks

Section C: Direct supervisory powers in certain segments of capital markets

Category II. Governance of the ESAs

Stakeholder groups

Q26 To what extent are the provisions in the ESA Regulations appropriate for stakeholder groups to be effective? How could the current practices and provisions be improved to address any weaknesses? Please elaborate and provide concrete examples.

Afin de rapidement identifier les difficultés dans la mise en œuvre des réglementations, l'AFTE encourage les autorités de supervision à impliquer l'ensemble des acteurs de marché en amont des réglementations en veillant à l'équilibre des sièges attribués dans les groupes de travail. En plus des petites entreprises représentées dans les groupes de travail, il est particulièrement important d'intégrer les entreprises non financières, consommateurs finaux des marchés financiers mais n'ont pas les mêmes moyens que les acteurs financiers, notamment en matière de spécialistes dédiés, de systèmes informatiques et d'équipes informatiques. Elles ne représentent pas non plus 1 risque systémique. Les entreprises non financières sont parties prenantes aux réglementations financières et devraient pouvoir être représentées dans les groupes de travail de l'ESMA.

Le fonctionnement des groupes de travail de l'ESMA devraient par ailleurs être amélioré. L'agenda est exclusivement dicté par l'ESMA et aucun tour de table n'est prévu. Il est ainsi impossible pour les participants d'exprimer un avis général sur la réglementation en cours ou sur les difficultés rencontrées.

Category III: Adapting the supervisory architecture to challenges in the market place

Category IV: Funding of the ESAs

General question (additional comments)